

Les racines arabes du Libéralisme

“Bridging the Gap”

Arab-European Dialogue Forum on the Basics of Liberalism

Egypt, Cairo, May 16-18, 2013

Sofitel Cairo El Gezira

Friedrich Naumann Stiftung

(version française d'un discours
prononcé au Caire le vendredi 17 mai 2013)

Mesdames et Messieurs,

Je n'ai pas la capacité de lire l'avenir mais quand je regarde l'actualité, **j'ai le sentiment que le Maghreb est entré dans un processus et dans une dynamique nouvelle.** Ces changements sont porteurs de grands dangers mais aussi de grands espoirs.

Les événements politiques récents du Maghreb ont constitué un véritable tremblement de terre qui a surpris le monde entier par sa force et par son ampleur. L'onde de choc s'est étendue un peu partout dans le monde arabe.

Dans de nombreux pays, la **rupture des équilibres traditionnels** fait craindre la montée en puissance de l'islamisme. Il ne faut pas minimiser ce **danger**. Il est possible que, dans certains pays non démocratiques qui ont renversé leur dictateur, la **démocratie naissante soit confisquée par des mouvements ou des organisations religieuses.**

Mais je pense que le Maghreb est une région du monde extrêmement riche, extrêmement complexe, extrêmement diversifiée. Dans chaque région, dans chaque pays, les partis sont différents, les situations sont différentes, les régimes sont différents, l'histoire est différente.

Je crois que, **dans ces bouleversements, il y a aussi une gigantesque opportunité** pour tous les hommes et les femmes du Maghreb, de progresser vers plus de liberté, vers plus de prospérité, vers plus de démocratie.

Il est difficile de savoir dans quelle direction est en train de prendre un pays tel que l'Égypte. Cette question inquiète à juste titre de nombreuses personnes. Mais **l'Égypte ne part pas de zéro. Elle a déjà connu, par le passé, une vague de libéralisation et de démocratisation.** Le drame de l'Égypte (et du monde arabe), c'est avec l'arrivée de Nasser au pouvoir en 1952, le panarabisme et le socialisme qui a progressivement détruit l'économie de marché (et donc la prospérité de ce pays), bureaucratisé l'administration, centralisé le pouvoir, transformé la démocratie en dictature d'un parti unique, détruit les libertés politiques et suscité, en réaction, la montée en puissance des Frères Musulmans et de l'islamisme.

Mais il n'y a pas de fatalité. Contrairement à beaucoup de pessimistes et de prétendus devins, je pense que **le Maghreb possède en lui, depuis très longtemps, les ressources matérielles, humaines et intellectuelles pour progresser vers une société libérale.**

Je voudrais développer devant vous une **thèse qui pourra paraître audacieuse à beaucoup : le libéralisme plonge historiquement quelques-unes de ses racines dans la pensée islamique.**

Nous savons que **le monde arabe a fourni à l'Europe quelques-uns des instruments de sa renaissance au milieu du Moyen Age**. Grâce à ces grands admirateurs des Grecs que furent Al-Fârâbî, Avicenne et Averroès, le savoir grec antique - philosophie, médecine, mathématique, astronomie -, après avoir partiellement disparu d'Europe, a trouvé refuge dans le monde musulman, qui l'a traduit en arabe, l'a accueilli, complété et prolongé, avant de le transmettre finalement à l'Europe, permettant ainsi sa renaissance intellectuelle et son expansion culturelle.

Ce que nous savons moins, c'est que la pensée islamique a servi également d'inspiration à la pensée économique au Moyen Age.

Comme les deux autres grandes religions, le **Coran défend la propriété privée**. Dans son pèlerinage d'adieu, le Prophète dit ceci : « Rien ne sera légitime pour un musulman de ce qui appartient à un autre musulman, à moins d'avoir été cédé librement et de plein gré ». Ce n'est guère étonnant : **la civilisation islamique est une civilisation marchande**. Les « marchés » occupent une place importante dans les villes du Maghreb et d'ailleurs, le **Prophète Mahomet lui-même était un commerçant**.

On retrouve dans l'Islam, les grandes valeurs libérales qui ont toujours été celles de tous les négociants du monde : le respect de la propriété (Coran : 2:188), le respect de la parole donnée (Coran : 2:177; 5:1), le droit de faire des contrats (Coran : 2: 282-283), la confiance, la prise de risque, le goût de la réussite, la volonté d'entrer en contact avec les étrangers, etc. Le libéralisme et l'islam **encouragent la coopération entre les hommes** : celui avec qui on fait des affaires n'est pas un ennemi mais un partenaire. Le Coran recommande par ailleurs de raccourcir les prières matinales de manière à ne pas affecter l'activité économique (62 :10). L'homme est encouragé à satisfaire ses besoins matériels et à ne pas avoir honte de sa richesse sans néanmoins verser dans l'ostentation (4:37,82 :20).

Au XIIIème siècle, le théologien syrien **Ibn Taymiyah prônait un gouvernement non interventionniste en matière économique**. Il estimait que le règne de la loi était nécessaire pour assurer la justice et la prospérité dans la population.

Au XIVème siècle, l'historien et philosophe égyptien Ibn Khaldun est le premier à avoir découvert une **loi qui est aujourd'hui connue sous le nom de « courbe de Laffer »** qu'il a dégagé en examinant la politique fiscale tout au long des règnes de l'histoire: lorsque vous augmentez le taux d'imposition au-delà d'une certaine limite, les recettes diminuent. Pour augmenter ces recettes, il faut redescendre à un niveau de taxation raisonnable. Le problème, c'est que lorsque la prospérité augmente, les souverains ont tendance à augmenter la taxation. **Cette analyse fait de lui un précurseur de la théorie des choix publics**. Cet auteur, contrairement aux théologiens chrétiens du Moyen Age, ne défendait pas l'idée que le « juste prix » devait équivaloir au travail et au coût de production. Il considérait au contraire qu'il fallait accroître le capital au moyen du « profit » (ribh). Il avait compris que le rôle de l'offre et de la demande dans la détermination des prix. Le profit est légitime et doit être poursuivi mais il distingue le profit du « vol » qui consiste à prendre le bien d'autrui sans rien lui donner en échange.

Cette approche innovante a probablement exercé une **influence sur l'école de Salamanque** en Espagne qui, au XVIème siècle, fut le berceau théorique du libéralisme en Europe.

Pour illustrer cette compatibilité entre islam et libéralisme, permettez-moi de vous faire part de deux histoires. Elles concernent chacune un jeune musulman de 25 ans mais à deux siècles de distance.

L'histoire de Rifaa el Tahtawi

La première histoire est celle d'un jeune garçon : Rifaa el Tahtawi. C'est un théologien qui est né il y a 200 ans dans une famille modeste de la Haute Egypte. Repéré pour ses facultés exceptionnelles, il poursuit des études brillantes et gagne la capitale égyptienne. A 25 ans, il est envoyé à Paris par le pacha d'Egypte en compagnie de 25 jeunes princes en vue d'étudier les secrets de la supériorité technique et scientifique de l'Occident. Cinq ans plus tard, en 1831, il revient au pays, avec toute une série de connaissances, avec la **ferme conviction que l'islam et la modernité sont compatibles et une volonté implacable de mettre en œuvre ces idées au Maghreb.**

Il ramène, dit-il, « l'or de Paris », c'est-à-dire les secrets de la réussite du modèle politique et économique occidental. Paris symbolise et résume pour lui l'Europe toute entière. Cela sera d'ailleurs le titre d'un **ouvrage publié en 1834** qui va connaître un succès considérable: c'est le premier ouvrage décrivant la société occidentale publié dans le monde musulman. Rifaa veut importer les innovations européennes dans le monde arabo-musulman mais sans tourner le dos à l'islam. Il veut importer la démocratie. Il veut importer la presse libre. Il veut importer les libertés fondamentales. Il veut importer la science et la technique.

« L'or de Paris » sera l'un des livres phares de la période de la Renaissance musulmane, la « Nahda ». A cette époque un officier turc, un certain **Mohamed Ali**, prend le pouvoir en Egypte et va y régner durant quarante ans comme un despote éclairé. La conjonction de ces deux événements : l'accession au pouvoir de Mohamed Ali et le retour de Paris de Riffa va conduire à une modernisation radicale du pays qui deviendra une **nation à la fois moderne, libérale et musulmane**. Afin que s'accomplisse la **renaissance de l'identité musulmane**, Rifaa accomplit une œuvre colossale : il prend la direction du premier journal égyptien fondé par Mohamed Ali, il fonde une école de langues, il devient le rédacteur en chef du Journal Officiel, il dirige le premier bureau de traduction. Il avait compris que le développement de l'instruction, l'introduction de disciplines nouvelles telles que l'histoire et la géographie, la promotion de l'égalité des sexes et l'instauration de la démocratie étaient les clés du futur. Il va inspirer toute une série de réformateurs de la fin du siècle. Son voyage inaugure la tradition du voyage initiatique en Occident que poursuivront six générations d'intellectuels égyptiens. **Tradition qui sera malheureusement interrompue dans les années 1950 avec l'accession de Gamal Abdel Nasser qui voit triompher le panarabisme et le socialisme dans le monde arabe.**

Quand Rifaa meurt en 1873, l'Egypte a fait un bond dans la modernité. Son œuvre se poursuit. **La première constitution d'Egypte est proclamée en 1923 par le roi Fouad. Elle est calquée sur la constitution belge de 1830** considérée par beaucoup comme « l'une des plus libérales au monde ».¹ Comme la Constitution belge, la constitution égyptienne de l'époque explique que l'Etat est « **libre, souverain et indépendant** » et que son gouvernement est « une **monarchie héréditaire** » et que le roi est le chef de l'armée ». Plusieurs articles garantissent les libertés individuelles et l'inviolabilité de la propriété. Le pouvoir législatif est exercé par le roi, la Chambre des députés et le Sénat.

Ces grands principes et ces **libertés fondamentales constituent l'armature du libéralisme**. La **liberté de culte** donne le choix de sa religion. La **liberté de conscience** permet de ne pas avoir de croyances religieuses. La **liberté d'opinion** est un préalable aux libertés d'expression, de

¹ Pour ceux que cela intéresse, voici le texte de la Constitution égyptienne de 1923. On y retrouve tous les articles, un brin modifiés, de la Constitution belge : <http://mjp.univ-perp.fr/constit/eg1923.htm>

pensée et de la **presse**. Elle garantit la liberté de dire, d'écrire, et de diffuser n'importe quelle opinion. La liberté de presse permet de critiquer le pouvoir en place. La **liberté économique** est la liberté de travailler et de consommer. La **liberté de travailler** donne la possibilité de travailler pour soi (entrepreneur), pour les autres (salarial) ou de ne pas travailler. La **liberté politique** est principalement la liberté de désigner son chef et de contrôler ses décisions. Elle peut donner sous certaines conditions le droit de choisir son droit. Elle peut, aussi, entrer en opposition avec les autres libertés. Cela explique pourquoi les libéraux qui ne prônent pas la dissolution de l'Etat cherchent à encadrer les libertés politiques par une constitution qui garantit les droits individuels

Tous ces principes et libertés politiques sont des conditions nécessaires au libéralisme mais n'en sont pas des conditions suffisantes. Le libéralisme ne peut en effet pas fonctionner sans **l'économie de marché qui est en quelque sorte son système sanguin**. Le libéralisme ne peut exister sans capitalisme. Les deux ne doivent pas être confondus. Mais ils ne doivent pas être opposés. Le libéralisme a pour finalité de garantir et de développer les libertés. Le capitalisme a pour finalité de garantir et de développer la prospérité. Libéralisme et capitalisme sont les deux faces d'une même pièce. Ils sont mutuellement dépendants : le libéralisme sans capitalisme finit par dépérir. Le capitalisme sans libéralisme conduit à l'injustice et l'oppression.

L'Egypte est l'exemple tragique d'une société libérale qui, en 1952, a renoncé à l'économie de marché et qui, dès lors, a rapidement perdu toutes ses libertés. Sans les recettes de l'économie de marché, les beaux principes libéraux finissent rapidement par être étouffés et piétinés. Dans un contexte de guerre froide, le nassérisme a coïncidé avec la disparition progressive, en Egypte, de la bourgeoisie, des partis, du pluralisme politique, de la vie culturelle et des libertés.

Dans le monde arabe, **la décolonisation et l'accession à l'indépendance des différents pays** ont été le moment où, **généralement, les pays musulmans ont opté pour des modèles socialistes et centralisés** (Egypte, Algérie, Syrie, Turquie, Libye, Irak). Nasser en Egypte et un certain nombre de leader du parti Baath en Syrie et en Irak, ont tenté d'imposer une forme plus ou moins sophistiquée de **socialisme arabe**. Des leaders comme Kadhafi en Libye ou Boumediene en Algérie ont aussi cherché dans le socialisme une voie pour le développement économique et social de leur pays. **D'autres pays ont opté pour un système s'inspirant de l'empire ottoman, c'est-à-dire un féodal ou clientéliste où le secteur public est dominant et où les marchés sont contrôlés par une petite minorité à qui l'Etat a donné un monopole via des droits exclusifs, des licences ou d'autres privilèges étatiques.** Alors que le socialisme a fait disparaître le marché pour le remplacer par le plan, l'économie de rente élimine la concurrence pour y substituer une économie de distribution et de protection des rentes. Ces systèmes paralysent l'activité des entrepreneurs et favorisent les activités improductives.

A ce titre, **le printemps arabe est une révolution libérale qui permet de réaliser combien le Proche et le Moyen Orient ont soufferts et souffrent encore du socialisme.** La preuve ? Le dictateur **Ben Ali** en Tunisie était membre de l'Internationale Socialiste. Le dictateur **Moubarak** en Egypte était membre de l'Internationale Socialiste. Le dictateur Laurent **Gbagbo** en Côte d'Ivoire était membre de l'Internationale Socialiste. **Kadhafi**, comme le confirme la lecture de son Livre Vert, était aussi socialiste : il a toujours été perçu et traité comme un socialiste par ses camarades dans divers pays, y compris dans mon pays où il avait plusieurs amis au Parti Socialiste...

L'échec de ces régimes n'est pas, comme on l'affirme souvent, un échec de l'islam. C'est avant tout un échec du socialisme implanté en terre d'islam. J'en arrive maintenant à ma seconde histoire.

L'histoire de Mohamed Bouazizi

Cette seconde histoire est plus triste. Son principal protagoniste est également un jeune homme de 25 ans. Il s'appelle Mohammed Bouazizi. C'est un **modeste habitant d'une petite ville tunisienne**. Il travaille depuis l'âge de 12 ans pour nourrir les 7 membres de sa famille, dont 5 sœurs. Son père est mort quand il avait trois ans mais son oncle avec qui sa mère s'était remariée ne pouvait plus, en raison de problèmes de santé, subvenir aux besoins de la famille.

Mohamed Bouazizi gagne l'équivalent de 73 dollars par semaine. Il est marchand de fruits et légumes. **C'est un petit entrepreneur**. Mais le problème de Mohammed, c'est qu'il **travaille en noir**. C'est le cas de plus de 50% des entrepreneurs en Tunisie. L'économie de marché s'est fort développée dans le Maghreb mais, malheureusement, elle est restée souterraine et informelle. Tous les soirs, il achète des fruits et légumes sur le marché pour les revendre dans une charrette à bras en rue. Son **rêve est d'acheter un petit pick-up** pour aller chercher ces fruits et légumes directement chez les fermiers et de **disposer d'un stand permanent** pour les vendre lui-même au marché. Il est ambitieux et doué pour le commerce. Il donne d'ailleurs des conseils comptables aux marchands du marché.

Le problème, c'est que, travaillant en noir, il est à la merci des fonctionnaires corrompus, de la police et de toute une série de gens qui lui causent du trac et à qui il doit donner des commissions. Il déteste donner ces commissions. Chaque semaine, il se sent dépouillé.

Le 17 décembre 2010, c'est **le drame**. Des officiels lui **confisquent** ses fruits et sa petite balance électronique. Le tout d'une valeur de 225 \$. Cela peut sembler dérisoire mais cela représente pour lui **l'entièreté de son capital**. Il ne pouvait même plus payer ses débiteurs puisque son stock et son capital s'étaient envolés. Une policière le frappe au visage. Avec son oncle, il tente de faire appel aux autorités et à l'administration pour qu'on lui restitue ce qui lui a été confisqué mais aux yeux de l'autorité, c'est juste un maraîcher et on le traite avec mépris.

La suite, vous la connaissez. **Mohamed est désespéré**. Cela fait des années qu'il travaille pour survivre et qu'il essaye d'améliorer sa condition. Il subit constamment des humiliations. C'est l'humiliation de trop. Il a perdu tout son capital. Qui plus est, il s'est fait publiquement frapper au visage par une femme. Mohamed a de **l'amour propre**. Il se sent prisonnier. Il est au sommet du désespoir. Il craque et **il s'immole par le feu devant le bâtiment central de l'administration**.

Pourquoi ? Ce n'est pas un fanatique. Il est apolitique. Il voulait juste travailler et le système économique verrouillé l'a fait sombrer dans le désespoir.

Ce **triste évènement, aussi modeste soit-il, est ce qui va mettre le feu aux poudres**. Des millions de personnes au Maghreb ressentent le même désespoir que Mohamed. On a calculé que **dans les 53 jours qui ont suivi l'immolation de Mohamed, 35 autres entrepreneurs au Moyen Orient se sont eux, aussi, immolés**. Ce phénomène contagieux est à l'origine du printemps arabe.

Petite cause, grands effets. Nul ne pouvait se douter que ce geste de désespoir aurait sur le monde des répercussions aussi importantes - et je pèse mes mots - que l'assassinat de l'archiduc Ferdinand d'Autriche le 28 juin 1914. L'avenir nous dira quoi.

Cette petite histoire parce qu'elle n'a pas beaucoup intéressé la presse en Europe. **La presse a surtout vu la dimension politique du printemps arabe.** C'est évidemment une dimension importante mais ce n'est pas la seule. Ce n'est peut-être même pas la plus fondamentale. Ce que la presse n'a pas vu, ce sont les **causes économiques du printemps arabe.** La presse n'est pas très libérale dans mon pays. Elle n'est donc pas vraiment sensible à cette dimension entrepreneuriale.

Il existe des millions de personnes dans le cas de Mohamed au Proche et Moyen Orient. Des gens qui sont continuellement humiliés par des fonctionnaires sous-payés, des gens qui n'ont pas accès à la propriété, qui n'ont pas accès au capital et qui n'ont pas accès au crédit.

Mohamed a été **exclu du marché** parce que, ayant été volé par des officiels, il n'avait plus de quoi payer les 3 dinars quotidiens pour vendre ses marchandises sur le marché. La maison de quatre chambres dans laquelle il vivait avec sa famille n'était pas enregistrée dans le cadastre. Il ne pouvait pas la mettre en gage pour accéder au capital.

Nous voici arrivé au **cœur véritable du problème. Le problème principal du Maghreb** mais aussi celui de bon nombre de pays pauvres. Ce problème, c'est ce que l'économiste péruvien Hernando de Soto a appelé **le problème du « capital mort ».**

Il explique ce dernier dans ce livre extraordinaire intitulé « Le Mystère du Capital ». **Pourquoi des peuples pourtant disposés à travailler et à commercer ne parviennent-ils pas à décoller économiquement ? Réponse : parce qu'ils n'arrivent pas à créer du capital « vif ».** Qu'est-ce à dire ? Telle est la thèse révolutionnaire de cet ouvrage : le tiers-monde dispose de suffisamment de capital mais ce dernier est « mort ». Pourquoi ? Parce qu'il n'est pas reconnu légalement. Dès lors, il est pratiquement inutilisable et interdit à ces économies toute possibilité de dépasser le stade de l'auto-subsistance (et encore).

Beaucoup d'économies planifiées du Tiers monde ne parviennent pas à taxer le fruit du travail de **la population qui vit parfois, dans sa grande majorité, en marge de l'économie déclarée. Il est vrai que les obstacles à la légalité sont immenses.**

Qu'aurait dû faire Mohamed s'il voulait légaliser son boulot ? Hernando de Soto et son équipe ont calculé qu'il aurait dû, en Tunisie, passer par 55 étapes administratives. Soit un total, au minimum, de 142 jours de démarches avec des frais administratifs s'élevant à 3.233 dollars (soit 12 fois le revenu mensuel net de Mohamed).

Pourtant, la valeur des économies engrangées au Tiers-monde est immense. La valeur totale de l'immobilier détenu par les pauvres dans le Tiers-monde s'élève, d'après les calculs de Soto, à 9300 milliards de dollars, soit à peu près deux fois la masse monétaire en circulation aux Etats-Unis. C'est presque la capitalisation totale de l'ensemble des sociétés cotées sur les Bourses principales des vingt pays les plus développés : New York, Tokyo, Londres, Francfort, Toronto, Paris, Milan, le Nasdaq et une douzaine d'autres. Ou encore quarante fois le montant des aides consenties au Tiers monde depuis 1945 !! **Mais ces populations ne sont pas en mesure de représenter la valeur des biens qu'ils possèdent :** leurs habitations sont bâties sur des terrains sans titre de propriété certain, leurs entreprises sont non déclarées, n'ont pas de régime de responsabilité bien définie, leurs industries sont installées hors de la vue des financiers et des investisseurs. **Bref, il s'agit de « capital mort ».**

Le processus permettant la conversion d'un bien matériel en capital - utiliser sa maison pour emprunter de l'argent qui lui servira à financer une entreprise par exemple - est très complexe. Le

capital est une « énergie », une « valeur dormante ». Encore faut-il le réveiller. Hernando de Soto se demande comment les Occidentaux ont créé leur capital. En réalité, ils ne le savent pas eux-mêmes. C'est un mystère à première vue. Ce processus de création est tellement enraciné dans nos pratiques que nous n'en avons pas conscience. Nous n'y avons d'ailleurs jamais réfléchi : la propriété. En effet, **ce qui est central, c'est l'invention - et la reconnaissance juridique - du régime de la propriété unifiée** : il a permis de fixer le potentiel économique des biens, d'intégrer dans le système des informations jusque-là dispersées, d'établir les responsabilités de chacun, de rendre les biens fongibles et de créer des liens sociaux.

En 1992, le colonel **Kadhafi** a fait incinérer tous **les titres fonciers de la Libye**. Tous les enregistrements et documents des anciens cadastres attestant de l'appartenance des terrains à telle ou telle tribu ont été brûlés « parce qu'ils reposaient sur l'exploitation, la duperie et le pillage ». **C'est évidemment une erreur monumentale que d'avoir détruit ces documents**. Cela a pour seul effet de maintenir des populations gigantesques en marge de la légalité et leur interdire tout développement économique.

Voilà la raison pour laquelle l'économie d'une partie du Maghreb reste souterraine. Ces populations sont victimes d'une conception collectiviste de l'économie. Cette conception collectiviste, c'est soit l'héritage malheureux de la guerre froide (c'est-à-dire le socialisme), soit la conséquence d'une absence de légalisation de la propriété dans cette région du monde.

Mesdames et Messieurs,

Mohammed ne demandait rien. Il désirait juste vendre tranquillement ses fruits et ses légumes sans que l'Etat ne l'en empêche. Quand on demande à Salem, un des jeunes frères de Mohammed, à quoi il espère qu'aura servi le sacrifice de Mohamed, il répond sans hésiter qu'il espère que cela – je le cite – « **donner au pauvre le droit de vendre et d'acheter** ».

Nous voilà revenu au projet d'Adam Smith : trouver le système qui permettra de tirer les plus pauvres de la misère. Voilà la tâche à laquelle à laquelle les populations du Maghreb ont commencé à s'atteler. L'expérience égyptienne a prouvé que la greffe libérale est possible en terre d'islam. Nous voici en face d'une seconde renaissance. C'est un projet immense. C'est un projet qui exigera probablement l'effort de plusieurs générations. C'est un projet qui connaîtra des régressions, des retours en arrière, des conflits, peut-être même des guerres. Mais c'est un projet porteur d'énormément d'espairs.